Un(e) Coordinateur(trice) Régional Afrique du Nord du programme AdaptAction de l'AFD

Le Groupe Agence Française de Développement (AFD)

Institution financière publique et solidaire, l'AFD contribue à mettre en œuvre la politique de la France en matière de développement et de solidarité internationale. À travers ses activités de financement du secteur public et des ONG, ses travaux et publications de recherche, de formation sur le développement durable et de sensibilisation en France, elle finance, accompagne et accélère les transitions vers un monde plus juste et plus résilient. Ses équipes sont engagées dans plus de 4 000 projets à fort impact social et environnemental dans les Outre-mer français et 115 pays.
En 2022, l'AFD a engagé 12,3 milliards d'euros pour le financement de ces projets, dont 6,9 milliards de financement climat dans les pays en développement et les Outre-mer, soit +15% par rapport à 2021. Parmi ces financements à co-bénéfices climat, 2,2 milliards d'euros ont été alloués à des projets d'adaptation (dont 27% à des prêts de politiques publique).

Intégrée au Groupe Agence Française de Développement (AFD) depuis le 1er janvier 2022, Expertise France est l'agence interministérielle française de coopération technique. Deuxième agence de coopération technique par sa taille en Europe, elle mobilise des expertises françaises, européennes et internationales, issues des secteurs public et privé, pour concevoir et mettre en œuvre des projets de coopération visant à renforcer durablement les politiques publiques dans ses pays partenaires. En 2025, Expertise France a enregistré 680 M€ de nouveaux projets signés. Elle assure actuellement la gestion de plus de 400 projets dans 171 pays et mobilise 1 800 experts et équipes projet sur le terrain.

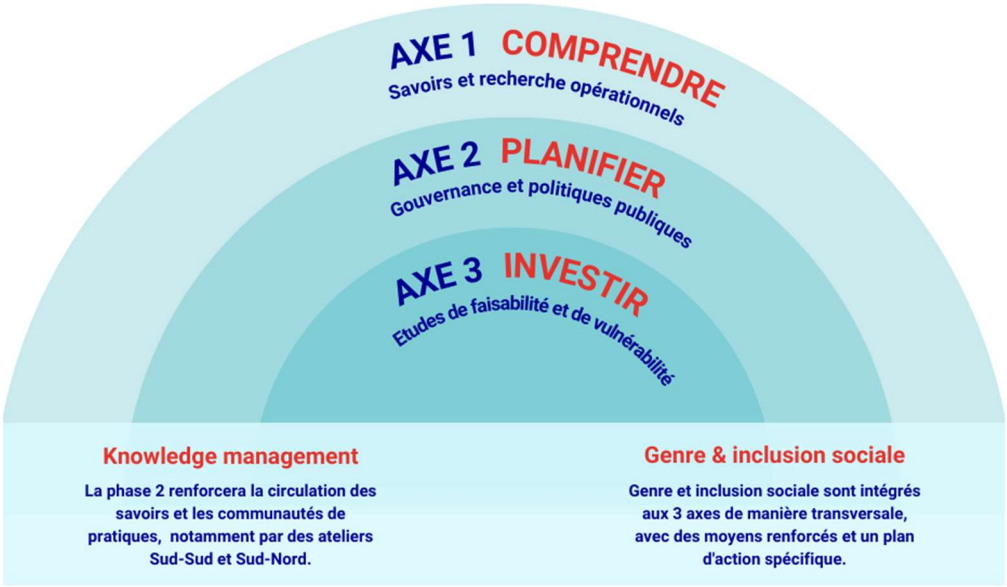
Des informations plus détaillées sur les activités du Groupe et son organisation se trouvent sur son site institutionnel : www.afd.fr

Le programme AdaptAction

Depuis 2017, le programme AdaptAction accompagne des pays et organisations régionales partenaires à relever le défi de l'opérationnalisation de l'Accord de Paris sur le climat par la mise en œuvre des dimensions d'adaptation au changement climatique de leurs Contributions Déterminées au niveau National (CDN). Les partenaires du programme (Pays les Moins Avancés, pays d'Afrique continentale, Petits Etats Insulaires en Développement) sont particulièrement vulnérables aux effets des changements climatiques.

La Phase 1, dotée d'un budget de 30 millions d'euros de 2017 à 2022, a financé plus de 70 études en appui à la gouvernance climat, à l'intégration de l'adaptation dans les politiques publiques sectorielles et à la préparation de projets, dans 15 pays et organisation régionales. Ces études, qui prennent la forme d'études de vulnérabilité au changement climatique, d'études de faisabilité de projet, d'activités de renforcement de capacités ou encore de renforcement institutionnel, recouvrent une pluralité de secteurs : gouvernance, services climatiques, biodiversité, agriculture, eau…

La Phase 2, dont le démarrage effectif a eu lieu en juin 2022, est structurée autour de 3 axes (Comprendre, Planifier, Investir) et 2 composantes transversales (Genre et inclusion sociale, Knowledge management et valorisation).



Elle prolonge et complète les activités conduites durant la première période, pour une durée de 4 ans (2022-2026) avec un budget supplémentaire de plus de 23 millions d'euros recentré sur l'Afrique subsaharienne et le bassin Méditerranéen (18 pays).

Le programme dans le bassin Méditerranéen est notamment financé par l'Union Européenne (DG NEAR), à hauteur de 6 millions d'euros, dans le cadre du projet « ACA-MED », et par l'AFD (1.5M€). Le projet, démarré en 2024, est aujourd'hui dans une phase de croisière, avant sa clôture en avril 2028. Parmi les appuis en cours sur la zone figurent un accompagnement de la Tunisie dans la structuration de sa gouvernance climat et la mobilisation de fonds climat, notamment via l'appui à des processus d'accréditation ; l'adaptation du secteur de la protection sociale en Egypte ; la réutilisation des eaux usées traitées à la fois au niveau national et au niveau régional ; et l'agroécologie (projet régional).

L'objectif général est de renforcer la résilience des populations et écosystèmes les plus vulnérables aux impacts du changement climatique, et l'objectif spécifique, que les acteurs des pays partenaires soient plus en capacité de définir et d'opérationnaliser des trajectoires de développement résilient et inclusif sur leurs territoires.

Des informations plus détaillées sur le programme trouvent sur https://www.afd.fr/fr/adaptaction.

Structuration du programme

La chefferie du programme AdaptAction est assurée par la division Climat et Nature (CLN) de l'AFD, qui est notamment en charge i) de l'élaboration et du pilotage de la mise en œuvre de la feuille de route Planète ; ii) de l'appui aux opérations pour maximiser et comptabiliser les co-bénéfices climat et biodiversité et iii) du suivi de l'agenda international climat et biodiversité.

Le programme est géré par une responsable, mobilisée à plein temps au sein de la division CLN. L'équipe est composée d'une responsable adjointe, d'une gestionnaire administration et finance, d'une gestionnaire de connaissance, et de 6 coordinateurs déployés dans les 19 pays d'intervention du programme.

A l'exception de la responsable et de la responsable adjointe du programme, l'ensemble des postes est mobilisé par Expertise France, au travers de son pôle Coordination de Projets et Appui aux Administrations (C2A) du département Coopération Bilatérale et Mobilisation de l'Expertise (CBME), et est localisé au siège de l'AFD chez CLN, ou en agences AFD pour les coordonnateurs et coordinatrices. A ce jour, 6 postes de coordonnateurs sont mobilisés :

- En Afrique du Nord, basé à Rabat (Maroc), en charge du suivi des projets en Egypte, en Tunisie et au Maroc
- Dans le Golfe de Guinée, basé à Cotonou (Bénin), en charge du suivi des projets au Togo, au Bénin et en Guinée
- En Afrique centrale, basé à Kinshasa (RDC), en charge du suivi des projets au Cameroun, au Congo et en RDC
- Dans l'Océan indien, basée à Port Louis (Île Maurice) en charge du suivi des projets à Maurice, aux Comores et à Madagascar
- Au Moyen-Orient, basé à Amman, en charge du suivi des projets en Jordanie, au Liban, en Palestine et en Syrie
- Au Bangladesh, pour les projets dans le pays exclusivement.

Description du poste :

Les coordinateurs régionaux facilitent et participent à la définition, à la mise en œuvre et au suivi des activités du programme AdaptAction pour les pays partenaires de leur zone géographique. Sous la supervision des responsables du programme au siège de l'AFD, les coordinateurs travaillent au plus près de chacune des instances nationales en charge de suivre la mise en œuvre des CDN, en étroite collaboration avec le Ministère de l'Environnement (point focal national du programme) et les Ministères sectoriels, de manière à faciliter l'appropriation par les partenaires des différents appuis et à assurer la qualité des travaux réalisés par les bureaux d'études sélectionnés par appels d'offres.

Les coordinateurs assurent le suivi des prestations réalisées dans chacun des pays de leur zone, en lien avec les acteurs concernés. Sur chacun des pays concernés par sa mission, le coordinateur a en charge les tâches suivantes :

1. Contribuer, sous la supervision technique et opérationnelle de la Responsable du programme AFD et dans le cadre de son rattachement hiérarchique à la Responsable de pôle C2A d'Expertise France, en lien avec les parties prenantes locales, les agences AFD, les Directions régionales et équipe projets siège, à l'identification des appuis à financer par le programme. NB : les fonds sont en grande partie engagés, mais une enveloppe d'environ 750k€ reste à identifier et engager sur l'Afrique du Nord ;
2. Co-construire avec les acteurs locaux, les agences et les équipes siège les termes de références pour les appuis à réaliser, en synergie avec les partenaires et techniques et financiers actifs dans les pays partenaires et en étroite collaboration avec les autres instruments mobilisés par l'AFD (Facilité 2050, CICLIA, FAPS Climat notamment) ;
3. Participer aux Commission d'appels d'offres pour sélectionner les prestataires ;
4. Suivre la mise en œuvre technique et contractuelle des activités opérées par les prestataires, en appui au point focal et aux acteurs mobilisés au sein de chaque institution ;
5. Accompagner les acteurs locaux dans la mise en œuvre des recommandations issues des prestations et dans la valorisation et la diffusion de certains livrables ;
6. Appuyer, selon les contextes, le point focal AdaptAction et l'instance de mise en œuvre de la CDN dans l'animation des dynamiques multi-acteurs autour des questions de changement climatique ;

7. Assurer la redevabilité UE (rapports techniques et financiers) en lien avec le coordinateur Moyen-Orient et sous la supervision de la Responsable du programme au siège ;
8. Superviser la réalisation des activités régionales (recherche, partage de connaissances) et la diffusion des savoirs produits au niveau régional ;
9. Participer/contribuer à des activités de communication en lien avec le programme AdaptAction, le département communication de l'AFD ainsi que l'Union européenne ;
10. Appuyer les ateliers multi-acteurs, comités de suivi semestriels et missions de suivi du programme AdaptAction (appui technique et logistique) :
    a. Participer à la définition, à l'organisation et l'animation d'ateliers d'échanges entre pays bénéficiaires du programme (intra-régional et/ou inter-régional) ou nationaux, en lien avec l'équipe siège ;
    b. Appuyer l'organisation de missions de suivi de l'équipe siège AFD dans les pays d'intervention (informer les parties prenantes, organiser les rendez-vous, appui à l'organisation logistique…).

Livrables attendus :

Le/la coordinateur(trice) devra compléter et transmettre une feuille de temps mensuelle.

Qualifications :

- Diplôme d'enseignement supérieur de niveau master (ou équivalent) en environnement, géographie, économie du développement, ingénieur, relations internationales ou autres domaines liés ;

- Compréhension approfondie des enjeux de résilience et d'adaptation aux effets du changement climatique ;

- Bonne connaissance de la zone géographique ;

- Bonne connaissance de la CCNUCC et de la mise en œuvre de l'Accord de Paris.

Expérience professionnelle :

- Expérience d'au moins 5 ans sur des sujets en lien avec le climat et notamment l'adaptation aux effets attendus du changement climatique dans les pays à revenus intermédiaires ou pays moins avancés ;

- Expérience confirmée sur des projets d'assistance technique/renforcement des capacités institutionnelles ou études de faisabilités techniques, et dans la rédaction de termes de référence afférents ;

- Expérience dans la définition et le suivi d'études de vulnérabilité aux effets attendus du changement climatique ;

- Expérience confirmée concernant des projets dans un ou les secteurs suivants : gestion des ressources en eau, agriculture résiliente, gouvernance de la finance climat, adaptation du secteur de la santé et de la protection sociale.

Appréciée :

- Expériences en matière de mise en œuvre de projets intégrant l'adaptation au changement climatique, de préférence en Afrique du Nord ou au Moyen-Orient ;

- Expérience dans les processus de planification nationaux et le développement de stratégies pour impliquer les parties prenantes dans le développement d'initiatives d'adaptation ;
- Connaissance du fonctionnement des bailleurs de fonds et des exigences en matière de préparation de projets ;
- Connaissance des bailleurs et autres institutions de référence sur l'adaptation (UNFCCC, Fonds vert pour le Climat, etc.).
- Expérience sur la thématique « genre et climat ».

Compétences :

- Compétences interpersonnelles et forte capacité à établir et maintenir un travail efficace ainsi que des relations avec des personnes d'origines et de cultures différentes, y compris à haut niveau ;
- Capacité avérée à travailler avec des équipes multidisciplinaires dans des contextes distincts ;
- Sens de l'autonomie et capacité de pilotage de prestation ;
- Capacité d'adaptation à des contextes sujets à évolution et capacité à être force de proposition ;
- Excellentes aptitudes à la communication et à la rédaction de rapports ;
- Excellente maitrise écrite et orale du français et de l'anglais ; l'arabe serait un vrai atout.

Conditions :

- Contrat à durée déterminée d'usage (CDDU) d'une durée de 16 mois (fin de contrat au 30 avril 2028) ;
- Poste basé au Maroc ;
- Date de démarrage souhaitée janvier 2027.

Date limite de candidature : 23 novembre 2026 18h30